

K. Marx :

Les revendications du Parti communiste en Allemagne

Présentation des cahiers du mouvement ouvrier n°29, février 2006

Marx a élaboré les 17 points du programme du (futur) Parti communiste allemand à Paris à la fin de mars 1848, quelques jours avant de partir en Allemagne dans les premiers jours d'avril. Il mêle des revendications démocratiques ("*L'Allemagne entière est déclarée république une et indivisible (...). Séparation de l'Église et de l'État*") et des mesures sociales qui portent atteinte à la propriété privée ("*le remplacement de toutes les banques privées par une banque d'État - première mesure que prendront les bolcheviks en décembre 1917*") ou la nationalisation de tous les moyens de transport.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible.
2. Tout Allemand âgé de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine infamante.
3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.
4. Armement général de la nation. Les armées sont dorénavant en même temps des armées d'ouvriers, de façon que l'armée ne consomme pas simplement, comme par le passé, mais produise encore plus que ne coûte son entretien.
C'est là en outre un moyen d'organisation du travail.
5. L'administration de la justice est gratuite.
6. Toutes les charges féodales, toutes les contributions, corvées, dîmes, etc., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans indemnité quelconque.
7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'État. Sur ces domaines, l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.
8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées propriété de l'État ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'État.
9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'État sous forme d'impôt.

Toutes ces mesures indiquées aux n^{os} 6, 7, 8 et 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires pour couvrir les frais de l'État ni compromettre la production elle-même.

Le véritable propriétaire foncier, qui n'est ni cultivateur ni fermier, n'a aucune part dans la production. Sa consommation est donc un simple abus.

10. Toutes les banques privées sont remplacées par une Banque d'État, dont le papier a cours forcé.

Cette mesure rend possible de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit et détruit ainsi la domination des gros financiers. En remplaçant petit à petit l'or et l'argent par du papier-monnaie, elle fait baisser le prix de l'instrument indispensable des relations bourgeoises, le moyen général d'échange, et permet de faire agir l'or et l'argent à l'étranger. Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.

11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, etc., sont pris en mains par l'État. Ils sont convertis en propriété d'État et mis [gratuitement] à la disposition de la classe indigente.
12. La seule différence qu'il y ait dans le traitement de tous les fonctionnaires publics, c'est que ceux qui ont de la famille, et par suite plus de besoins, touchent également un traitement supérieur à celui des autres.
13. Séparation totale de l'Église et de l'État. Les ministres de toutes les confessions sont uniquement rétribués par leur communauté volontaire.
14. Restriction du droit de succession.
15. Introduction de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.
16. Création d'ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.
17. Instruction générale et gratuite du peuple.

Le prolétariat allemand, les petits bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse.

Le comité:
Karl Marx, Charles Schapper,
H. Bauer, F. Engels, J. Moll,
G. Wolff